

Questions orales

Dans une entrevue dont nous avons parlé dans cette enceinte, cette semaine, on a demandé au ministre des Finances de préciser la position des provinces au sujet de la taxe sur les produits et services et il a déclaré alors: "Elles sont d'accord. En privé, elles disent "Allez-y, Mike" il n'y a pas de doute là-dessus."

Le ministre a affirmé que des études fédérales montraient que dans le cas de neuf provinces, les retombées de la taxe sur les produits et services seraient nulles ou positives. Or, comme le vice-premier ministre le sait pertinemment, les provinces ont rendu public, hier soir, un rapport dans lequel on affirme que la taxe pourrait coûter aux provinces 6,9 milliards de dollars et entraîner la perte de 434 000 emplois entre 1991 et 1993.

Le gouvernement pourrait-il au moins rendre publics ses études, afin que les Canadiens puissent connaître exactement les répercussions qu'aura pour eux la taxe sur les produits et services? En d'autres termes, voyons qui dit vrai au sujet de cette taxe.

L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je voudrais rappeler au député que mon collègue, le ministre des Finances, a déclaré ce matin que l'analyse qui a été faite hier déformait de façon ridicule la réalité, et je souscris à cette position. En effet, cette analyse est basée sur une étude effectuée par le Conference Board et je tiens à souligner au député que depuis quelques semaines, le Conference Board change souvent son fusil d'épaule.

Il y a quelques semaines, il a déclaré que la TPS allait probablement entraîner la suppression de 200 000 emplois. Par la suite, il a affirmé qu'il avait fait erreur et qu'il n'était pas question de 200 000 emplois, mais bien de 40 000 emplois. Et le voilà maintenant qui nous soumet un nouveau chiffre; cette analyse comporte de toute évidence des lacunes. Je voudrais signaler au député que nous avons rendu public ce matin un document qui lui sera fort utile.

[Français]

M. Young (Gloucester): Monsieur le Président, la question demeure. Qui est-ce que le gouvernement écoute dans tout ce débat sur la TPS? On nous dit maintenant que les provinces ne comprennent pas. On nous dit que le Conference Board of Canada ne fournit pas des chiffres qui sont réalistes, mais cependant, il y a des mois qu'on demande au ministère des Finances de nous produire tous les chiffres sur lesquels il se base pour nous dire que seulement la province de l'Alberta sera punie par la TPS. Ma question est celle-ci: Étant donné que la Chambre de

commerce, le Congrès du travail du Canada, l'Association des consommateurs du Canada, les dix premiers ministres du Canada, s'opposent à la TPS, qui est-ce que le gouvernement écoute dans tout ce débat sur la TPS, s'il n'accepte pas les données qui sont produites par tous les intervenants que je viens de vous nommer?

M. Loiseau: Le gouvernement est depuis très longtemps extrêmement attentif à toutes les informations qui lui ont été communiquées. Quand vous dites que l'Alberta sera punie. . . nous n'avons jamais dit que l'Alberta sera punie. Toutes les régions du Canada vont bénéficier de cette réforme. Je mettrai en garde l'honorable député contre la tentation de prendre trop au sérieux des positions qui, à la veille d'une conférence, d'une négociation, permettent probablement aux provinces de se positionner. Je rappellerais qu'à chaque fois que ce gouvernement a pris une mesure économique pour présenter un Budget, de ce côté-là de la Chambre, on a annoncé le désastre. Son chef disait. . .

Une voix: Ils sont habitués à cela! Ils l'ont fait le désastre pendant 20 ans.

M. Loiseau: . . . au moment de notre Budget de 1985: «Votre Budget va entraîner des coupures de 4 milliards, de même que de 125 000 à 150 000 pertes d'emplois.» Monsieur le Président, depuis 1984 ce gouvernement a créé 1,5 million d'emplois, et nous avons l'intention de continuer à le faire.

* * *

• (1120)

[Traduction]

VIA RAIL

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, comme à ce qu'il semble nous ne pouvons avoir de précisions sur la situation nébuleuse de la taxe sur les produits et services, à cause peut-être de ce que nous avons l'appui d'un nombre considérable de députés conservateurs sur cette question, le ministre des Transports pourrait peut-être traiter de la question que je voudrais lui poser.

Il y a eu des maires de tous les coins du Canada, des représentants des handicapés et des représentants des étudiants et des personnes âgées qui ont parlé des coupes opérées à VIA Rail. Je me demande si le ministre des Transports pourrait nous dire aujourd'hui s'il est décidé oui ou non à accepter la recommandation du Comité des transports, qui est composé en majorité de députés de son parti à lui?